

## DANEMARK

Le PIB par habitant reste stable par rapport aux pays de l'OCDE les plus performants. La croissance de la productivité est assez lente et, alors que les taux d'emploi sont généralement élevés, le nombre moyen d'heures travaillées est faible et l'utilisation des ressources en main-d'œuvre est limitée pour certaines catégories.

### Priorités

#### Réduire la taxation marginale des revenus du travail

**Enjeu et recommandations** : les cotisations de sécurité sociale et l'impôt sur le revenu se traduisent par un taux marginal d'imposition supérieur à 60 %, même pour les revenus qui ne sont guère supérieurs au salaire moyen à temps plein. Pour réduire ces taux marginaux élevés, il avait été recommandé de relever le seuil de revenu à partir duquel le taux maximum d'imposition s'applique, si la situation conjoncturelle le permettait, et de taxer davantage les biens immobiliers pour alléger l'impôt sur les revenus du travail.

**Mesures prises** : en 2008, ¼ pour cent du PIB sera consacré à un crédit d'impôt majoré subordonné à l'exercice d'un emploi, mais ses effets sur l'offre de travail seront atténués par l'augmentation simultanée des prestations d'inactivité. En 2009, le seuil à partir duquel la tranche moyenne d'imposition s'applique sera relevé; pour financer cette mesure, les taxes sur l'énergie augmenteront parallèlement à l'inflation. Les taux marginaux d'imposition resteront toutefois inchangés pour les 40 % de salariés à plein-temps qui sont soumis au taux supérieur d'imposition. Le gouvernement a en outre décidé de mettre en place une commission chargée d'examiner la fiscalité.

#### Améliorer l'efficacité du système éducatif

**Enjeu et recommandations** : pour améliorer les résultats éducatifs dans l'enseignement obligatoire, il avait été recommandé de développer le volet éducatif de l'année introductive pour les enfants de six ans et de supprimer la dixième classe facultative (pour les élèves de 16 ans). La fiscalité et les aides incitant à entreprendre et achever tardivement des études universitaires, il avait été également recommandé de mettre en place un régime de frais de scolarité et de prêts dans l'enseignement supérieur afin de raccourcir la durée des études, tout en réduisant les taux marginaux élevés d'imposition des revenus.

**Mesures prises** : la dixième classe est maintenant ciblée sur les élèves en difficulté, de plus une proposition de loi a été présentée au Parlement qui devrait améliorer le contenu éducatif de la première année. En 2008, le financement des universités et les cursus seront modifiés afin d'abréger la durée des études; en 2009, les étudiants s'inscrivant à l'université deux ans au plus tard après avoir obtenu leur diplôme de l'enseignement secondaire auront priorité.

#### Réformer les régimes d'invalidité

**Enjeu et recommandations** : afin d'éviter une surutilisation des dispositifs accordant des subventions salariales et d'autres aides pour maintenir au travail des personnes handicapées qui ont encore une capacité importante de travail, il avait été recommandé de réduire encore les subventions Flexjob et de revoir régulièrement les pensions d'invalidité et les dossiers Flexjob en vue de ramener davantage de bénéficiaires dans un emploi non subventionné. Il avait été en outre recommandé de développer encore la prévention et la réadaptation pour faciliter une diminution du nombre des titulaires d'une pension d'invalidité.

**Mesures prises** : aucune nouvelle mesure n'a été prise depuis la réduction, en juillet 2006, de la subvention salariale maximale dans le cadre de Flexjob, bien que cette subvention reste nettement supérieure à la pension d'invalidité. Les conditions ont également été durcies pour l'ouverture des droits à Flexjob, mais selon un rapport récent du gouvernement, ce dispositif pose encore de nombreux problèmes.

#### Intensifier la concurrence, en particulier dans les services financés par les pouvoirs publics

**Enjeu et recommandations** : sachant que la réglementation est relativement libérale dans le secteur des entreprises, il avait été recommandé d'ouvrir à la concurrence les services financés par les autorités publiques, de poursuivre la privatisation et de faciliter l'accès aux autorisations au moyen de guichets uniques. Il avait été aussi recommandé de rationaliser les missions des autorités de la concurrence et de faire en sorte que les représentants des groupes d'intérêt ne siègent plus au sein de leurs organes directeurs.

**Mesures prises** : une vaste réforme des services à financement public a été annoncée en août 2007; l'évaluation comparative sera développée et quelques mesures visent à égaliser les conditions de concurrence entre les prestataires publics et les prestataires privés, mais la plupart des services à financement public resteront protégés contre la concurrence.

#### Réduire les subventions au logement et supprimer le contrôle des loyers

**Enjeu et recommandations** : le marché du logement étant fortement subventionné et très régulé, il avait été recommandé de dégager des ressources en réduisant les aides au logement en faveur des personnes et du secteur locatif, tout en augmentant l'impôt immobilier de façon qu'il soit neutre par rapport à la déductibilité des intérêts et aux autres formes de taxation du capital. Il avait été en outre recommandé de supprimer le contrôle des loyers.

**Mesures prises** : aucune.